



MISSION PERMANENTE DU SENEGAL
auprès des Nations Unies
238 East 68th Street
New York, N.Y. 10065

Tel: (212) 517-9030
Fax: (212) 517-3032

SENEGAL

**ALLOCUTION
DE
MONSIEUR SERIGNE DIOP, MINISTRE D'ETAT AUPRES
DE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
A LA PLENIERE DE LA CONFERENCE
INTERNATIONALE DE SUIVI SUR LE FINANCEMENT DU
DEVELOPPEMENT, DOHA (QATAR),
DU 29 NOVEMBRE AU 02 DECEMBRE 2008**

Doha, le 30 novembre 2008

Vérifier au prononcé

Son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-THANI, Emir de l'Etat du Qatar,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

M. le Secrétaire général des Nations Unies,

M. le Président de l'Assemblée générale,

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord transmettre à Son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-THANI, Emir du Qatar, les salutations cordiales et fraternelles de Son Excellence Maître Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal qui, n'eussent été de sérieuses contraintes de calendrier, aurait personnellement pris part à cette importante rencontre, qui intervient à un moment crucial dans la marche du monde.

Qu'il me soit également permis d'exprimer ici la profonde gratitude de la délégation du Sénégal aux Autorités de l'Etat du Qatar, qui ont bien voulu accueillir cette conférence, preuve de l'intérêt tout particulier que ce grand pays attache aux relations de coopération et de solidarité entre les Peuples du monde.

Ma délégation remercie aussi vivement le Gouvernement et le Peuple qatari, pour l'accueil chaleureux et fraternel, et les délicates marques d'attention dont elle est l'objet depuis son arrivée dans cette belle et magnifique ville de Doha.

Je voudrais saluer, en outre, le Secrétaire général, ainsi que le Président de l'Assemblée générale, et leur rendre hommage pour les efforts déployés en vue du succès de cette Conférence.

Enfin, le Sénégal exprime sa profonde sympathie au Gouvernement et au peuple de l'Inde, ainsi qu'aux autres pays ayant enregistré des victimes, lors des actes odieux de terrorisme qui ont frappé la ville de Mumbai. Mon pays les condamne fermement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous voici à nouveau réunis, six (06) années après la Conférence de Monterrey, pour évaluer l'état de la mise en œuvre des engagements qui ont été pris par la Communauté internationale pour lutter, de manière efficace et déterminante, contre la pauvreté et soulager les populations du monde des souffrances quotidiennes qui en découlent.

La présente rencontre devrait nous permettre de prendre la pleine mesure des nombreux obstacles qui se dressent sur notre chemin et de réorienter, de manière appropriée, nos actions à l'avenir.

Une telle démarche s'avère nécessaire, au vu des résultats mitigés auxquels nous sommes arrivés à mi-parcours, comme nous le confirme d'ailleurs le rapport du Secrétaire général, sur « **les faits récents concernant le financement du développement et la mise en œuvre du Consensus de Monterrey** », lequel met en évidence des progrès importants restant à être accomplis dans les domaines pertinents.

Mesdames et Messieurs,

Le consensus de Monterrey, auquel nous réaffirmons notre totale adhésion, était comme prémonitoire au contexte auquel nous sommes aujourd'hui confrontés.

A Monterrey, la situation catastrophique vécue par près du tiers de l'humanité avait amené les dirigeants des pays développés à décider de l'augmentation substantielle de l'Aide Publique au Développement (**APD**).

A ce jour, le volume consacré à l'APD dans les budgets de ces pays développés a considérablement baissé, malgré le contexte socio-économique global de plus en plus précaire.

Cette baisse des flux financiers découle moins d'une raréfaction des ressources que d'une volonté délibérée, si l'on constate aujourd'hui les financements astronomiques mobilisées par les pays riches pour soutenir leurs institutions bancaires et financières, pendant que des millions de personnes sont, chaque jour, victimes de privations multiples.

A cela, s'ajoute le spectre d'une réduction encore plus drastique de l'Aide, que fait planer la crise financière actuelle car, comme nous le constatons, ce sont les pays qui tirent la locomotive économique du monde qui en sont les plus affectés.

Tout cela, pour dire que **le contexte difficile de crise financière que traverse le monde ne doit, en aucun cas, nous servir de prétexte pour se détourner de nos objectifs d'hier, qui constituent, à plusieurs égards, les seuls garants de la stabilité économique et sociale du monde.**

Bien au contraire, cette situation doit appeler de notre part une volonté politique sans équivoque de relever le défi de

la croissance durable, par des voies et moyens plus adéquats, n'occultant aucune piste, notamment celle de la réflexion sur les financements innovants et surtout l'efficacité de l'Aide.

Ces financements innovants, dont il me plaît de citer, entre autres, le Fonds de Solidarité Numérique (**FSN**), la Taxe sur les billets d'avion, la Facilité de Financement Internationale (**FFI**), s'imposent à l'heure actuelle comme compléments à l'Aide traditionnelle et doivent servir à des investissements innovants, orientés vers des secteurs qui sont cruciaux pour le développement.

Comme a eu à le souligner le Chef de l'Etat du Sénégal, **Son Excellence Maître Abdoulaye WADE**, lors du « Colloque international d'Experts sur l'accélération des déboursements de l'Aide et son efficacité », tenu à Dakar, les 28 et 29 octobre 2008, « **la communauté internationale doit reconnaître et soutenir les efforts de développement de nos pays et faire confiance à nos gouvernements, en honorant ses engagements antérieurs et en allouant des ressources supplémentaires avec le minimum de conditionnalités, mobilisables dans les délais requis et investis dans les infrastructures socio-économiques nécessaires à l'atteinte des OMD** ».

Monsieur le Président,

Les crises énergétique et alimentaire, qui ont frappé au cours des mois écoulés tous les pays du monde, aussi bien riches que pauvres, montrent à quel point le destin de l'humanité est unique.

Le monde meilleur auquel nous aspirons nous engage, par conséquent, à plus de persévérance dans la poursuite de nos idéaux, à plus de générosité dans la solidarité et à plus d'imagination dans l'action.

C'est dans cet exercice que s'est engagé le Sénégal, au cours des six années passées, en traduisant, en actes concrets, les buts et objectifs du Consensus de Monterrey.

Les réformes économiques engagées par le Gouvernement nous ont permis de réaliser un taux de croissance économique annuel moyen de **5%** entre 2002 et 2007, en dépit d'un contexte mondial défavorable, marqué par les pressions inflationnistes.

Ces performances se sont inscrites dans la poursuite des efforts de lutte contre la pauvreté par la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, ainsi que dans le contexte d'éligibilité de mon pays à l'initiative PPTE.

Il convient d'ailleurs de souligner que les allègements de la dette obtenus par le Sénégal, dans le cadre de cette initiative, nous ont permis de relever substantiellement le volume de nos ressources consacrées à l'éducation et à la santé, secteurs pour lesquels le mon pays consacre 50% de son budget, ce qui le place en bonne position dans la réalisation des OMD.

Parallèlement à ces efforts, le Sénégal s'est résolument engagé dans la promotion d'un secteur privé national et international, à travers la mise en œuvre de réformes rigoureuses dans l'environnement des Affaires. L'accélération de celles-ci nous vaut d'être classé premier pays réformateur en Afrique, par le Rapport Doing Business de la Banque mondiale.

La mise en place d'un dispositif de promotion des investissements, par la création de structures comme **l'Agence pour la Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux**, du **Conseil Présidentiel de l'Investissement**, de **l'Agence de Développement et d'Encadrement des PME** et de **l'Agence sénégalaise de Promotion des Exportations**, obéit à cette volonté de mon pays et de son Chef, d'inscrire son action dans une dynamique de croissance accélérée, sur la période **2006 - 2015**, avec un objectif d'au moins **7%** de taux de croissance.

L'engagement de mon pays à favoriser les conditions d'une relance de la croissance économique s'est accompagné d'un vaste programme de réformes agricoles, dont l'objectif est d'assurer une autosuffisance alimentaire et de réduire sensiblement notre dépendance à l'importation de produits alimentaires. A ce propos, les résultats atteints dans la réalisation du projet de la « Grande Offensive agricole pour la nourriture et l'abondance », lancé par le Chef de l'Etat, nous montrent que le Sénégal est en bonne voie.

Monsieur le Président,

Ces efforts importants auraient engendré des performances plus fortes, si un appui international conséquent était au rendez-vous.

C'est vous dire que malgré leur ampleur, les défis à la réalisation du développement, notamment en Afrique, restent surmontables, avec une réelle volonté politique, soutenue au niveau international par des mesures concrètes, dans le sens du rééquilibrage des échanges commerciaux, du règlement global et durable de la crise de l'endettement, du relèvement de l'Aide publique au développement et, plus important, d'un afflux massif de capitaux privés et d'investissements étrangers directs.

En offrant donc aux pays en développement des perspectives réelles de se joindre au réseau de prospérité et d'opportunités du monde développé, il est possible de concevoir, pour notre planète, un futur heureux, où coopération internationale sera synonyme de paix et de développement, au bénéfice de l'Humanité tout entière.

Mais pour y arriver, il importe, dès à présent, de nous atteler à une véritable refonte de la gouvernance mondiale et de l'architecture financière internationale car celle héritée de Bretton Woods n'est plus en phase avec les réalités du monde actuel.

Je vous remercie de votre aimable attention.